

Les DOSSIERS

INSTITUT
JEAN-GARON



**L'agriculture urbaine:
la nature
en ville !**

Éditorial

L'agriculture urbaine : la nature qui s'invite en ville

Comme nous l'indiquions dans notre édition du mois dernier, les «Dossiers de l'Institut» constituent une nouvelle initiative. Il s'agit chaque mois d'apporter un éclairage sur différentes réalités du monde agricole et agroalimentaire québécois, sur des initiatives porteuses d'avenir ou sur des productions confrontées à des problématiques particulières. Après l'agriculture de proximité, c'est à l'agriculture urbaine qu'est consacré ce second dossier de l'Institut Jean-Garon.



Guy Debailleul
Co-président

Ce qui frappe d'emblée, c'est de constater que l'agriculture urbaine présente des caractéristiques communes avec l'agriculture de proximité.

En premier lieu, il ne s'agit pas d'une réalité nouvelle: qu'il s'agisse des jardins communautaires bien ancrés dans les paysages de nos cités depuis des décennies ou du balcon chargé de plants de tomates à la belle saison, on peut même considérer que cette agriculture urbaine représente depuis longtemps une forme par excellence d'agriculture de proximité, puisqu'elle permet à des citoyens de produire directement des éléments de leur consommation alimentaire.



Michel Saint Pierre
Co-président

Comme l'agriculture de proximité, l'agriculture urbaine présente des facettes très diverses: depuis quelques pots ou bacs disposés sur un balcon ou une galerie jusqu'aux entreprises commerciales réalisant une forme de production intensive dans des serres très sophistiquées installées sur des toits de bâtiments industriels, en passant par des jardins privés ou coopératifs.

Toutes aussi variées sont les motivations qui guident celles et ceux qui s'y consacrent: souci de compléter ou de diversifier un régime alimentaire ou de pouvoir disposer de produits fraîchement cueillis, intérêt pour le jardinage ou finalité pécuniaire, etc..

Comme on peut le constater dans la suite de ce dossier, cette agriculture urbaine reste cependant essentiellement végétale. Pourtant l'histoire des grandes villes rappelle que la production laitière pouvait y être importante. Aujourd'hui, la production animale dans le cadre urbain reste essentiellement circonscrite à l'apiculture voire à quelques mini-poulaillers là où les règlements les tolèrent. En matière de production animale, des considérations sanitaires ou de voisinage constituent des contraintes importantes.

Un autre trait commun, et non des moindres, entre l'agriculture de proximité et l'agriculture urbaine est le formidable engouement que toutes deux ont suscité au courant de la pandémie. En témoigne l'effervescence que l'on pouvait observer au printemps dans certaines ruelles de Montréal, aux abords des cours arrière des maisons, ainsi que l'achalandage accru des jardineries urbaines.

Cela révèle incontestablement une curiosité nouvelle, un intérêt accru des citoyens pour tout ce qui concerne leur alimentation. Dans ce dossier, nos invités, Éric Duchemin et Jean-Philippe Vermette montrent bien que l'agriculture urbaine est un mouvement en croissance depuis plusieurs années et qu'il tend à s'organiser. Il est donc fort à parier que cette dynamique observée récemment se maintiendra au-delà du contexte de la pandémie, car elle est une dimension de la prise de conscience de l'importance de l'alimentation et de tout ce qui y a trait dans notre mode de vie.

Nos auteurs mentionnent également la diversité des fonctions, économique, environnementale, sociale que remplit l'agriculture urbaine. On ne saurait négliger non plus la fonction pédagogique qu'elle assume tant auprès des adultes que des jeunes en facilitant la découverte ou la redécouverte d'un volet essentiel de notre rapport à la nature.

L'agriculture urbaine : un mouvement diversifié et bien ancré

Bien que le lien entre l'agriculture et la ville ait toujours existé, le mouvement de l'agriculture urbaine, tel qu'on le connaît actuellement, a pris son essor au début des années 1970, avec la crise économique liée au choc pétrolier de 1973. Le début des années 70 a vu apparaître les jardins communautaires à New York et, fait à noter, à Montréal, qui se sont par la suite développés sous différentes formes un peu partout en Amérique du Nord et en Europe.

Les pays européens avaient quant à eux déjà vu apparaître les jardins ouvriers durant l'ère de l'industrialisation au début du 20^e siècle. Les deux Grandes Guerres mondiales ont aussi été des moteurs pour des vagues de potagers en ville, soit avec les jardins de la victoire en Amériques du Nord ou des potagers de subsistance en Europe. Ainsi au Canada, il y a eu 210 000 potagers de guerre (*War time Garden*) et plus de 20 millions de jardins de la victoire (*Victory Gardens*) aux États-Unis durant la deuxième mondiale. En France, le nombre de jardins ouvriers est passé de 47 000 jardins ouvriers en 1920 à plus de 250 000 en 1945.

Toutefois, à chaque fois, ces potagers ont pratiquement complètement disparu en quelques années suivant la crise qui les a vus naître. Ce qui n'est le cas de la vague de création de potagers apparue depuis 1970, car ceux-ci sont ancrés dans un mouvement plus large qui répond à différents objectifs, soit une réponse aux enjeux environnementaux urbains du 21^e siècle, une réappropriation d'un certain contrôle sur l'alimentation et une réappropriation de la ville.



L'agriculture urbaine aujourd'hui

Le mouvement de l'agriculture urbaine regroupe maintenant une multitude de formes, que ce soit les jardins collectifs, les jardins communautaires, le potager dans l'espace public, les jardins pédagogiques, l'élevage en ville, l'écopâturage, le potager chez soi, etc.

À Montréal, Vancouver, Toronto et Portland on estime qu'environ 40% de la population pratique l'AU, dont une grande majorité à la maison. Aux États-Unis, en 2008, 31% des ménages, soit 36 millions de personnes, pratiquaient l'AU. Dans la même étude, la *National Gardening Association* estimait qu'ils étaient plus de 43 millions de personnes à planifier

le faire en 2009, soit une augmentation de 19%. Un sondage pancanadien donne une estimation similaire avec 51% de la population canadienne qui affirme faire pousser au moins une variété de fruits ou de légumes. Et la croissance observée dans le nombre de jardiniers autant au Canada qu'aux États-Unis est attribuable aux 18 à 34 ans.

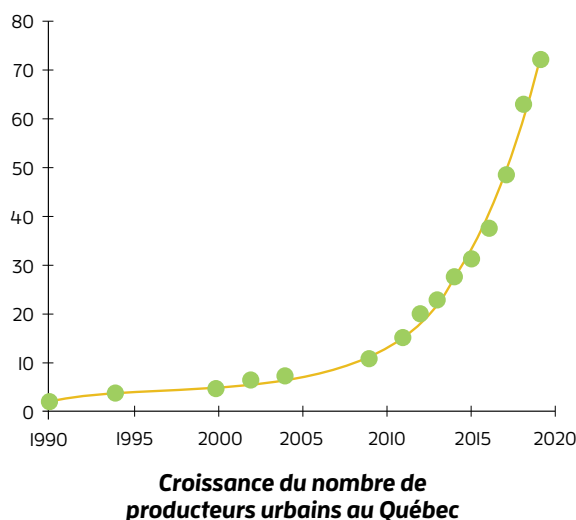
L'ensemble donne des superficies de culture conséquentes. Ainsi, selon différentes études, à Portland (Oregon) les potagers couvrent une superficie de 6,5 ha, à Chicago 20 ha, tandis qu'ils représentent 45 ha à Rennes, un peu plus de 50 ha à Caen. Dans la région de Montréal, où une vaste étude se poursuit depuis 2017, il est estimé que les projets d'agriculture urbaine couvriraient plus de 70 ha.

Cet engouement n'est, en outre, pas seulement dans les grandes villes, mais se retrouve dans les petites et moyennes municipalités. Porté par l'organisme Eurêko, un vaste projet de municipalités nourricières se déroule dans des villages de moins de 5000 habitants du Lac-Saint-Jean.

Les producteurs urbains

Cette place croissante de l'agriculture en ville se poursuit depuis 5 ans par une émergence rapide de fermes urbaines. Des serres sur toit des fermes Lufa en passant par la ferme Pousse-Menu, selon le dernier portrait du Carrefour de recherche d'expertise et de transfert en agriculture urbaine du Québec, ce sont maintenant plus de 72 entreprises agricoles urbaines que l'on retrouve au Québec. Une croissance annuelle du nombre de fermes urbaines de plus de 30% annuellement est observée.

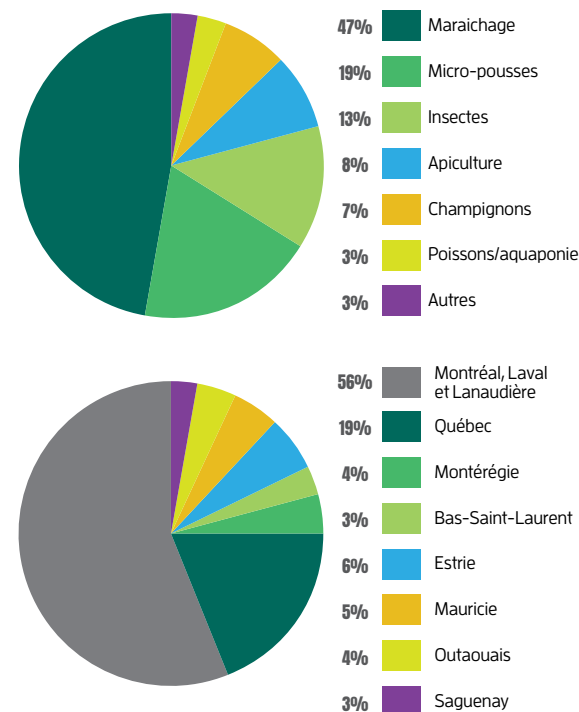
En France, selon l'Association française d'agriculture urbaine professionnelle (AFAUP), il y avait 80 entreprises de professionnels intervenant en agriculture urbaine. Dans la région Bruxelloise, il y avait 32 fermes urbaines, tandis que *Vancouver Urban Farming Society* relevait 13 fermes urbaines en 2016.



Éric Duchemin,
président de
AU/LAB



Si en 2018, 60% des fermes urbaines étaient dans la région métropolitaine de Montréal, ce n'est plus que 50% qui sont dans cette région en 2019. Avec 13 entreprises agricoles urbaines, la grande région de Québec a vu son nombre d'entreprises agricoles urbaines passer de 2 à 13 en un an.



Filière de production et distribution spatiale des fermes urbaines au Québec

Un secteur économique, mais aussi des services environnementaux

Que ce soit les fermes urbaines ou les potagers, ceux-ci s'inscrivent dans une dynamique plus large du développement de systèmes alimentaires locaux, résilients, visant la transition écologique des villes.

Si des estimations montrent que les entreprises agricoles urbaines du Québec représenteraient des revenus se situant entre 33,6 M\$ et 168 M\$ en 2025, avec la création de 2 719 emplois directs et 13 596 emplois indirects, il existe très peu d'études sur une estimation de l'apport des initiatives en agriculture urbaine en termes de services environnementaux à la société. Pourtant de plus en plus de données montrent que ceux-ci ont un apport important pour la conservation de la biodiversité en ville, pour la lutte aux îlots de chaleur, pour la gestion de l'eau et de la matière organique.

Suite à la page suivante →

Ceci est sans compter de l'apport de projets en économie sociale, de plus en plus nombreux, qui développent des embryons de systèmes alimentaires communautaires dans des quartiers ou encore dans des municipalités. La ferme du port de Québec portée par les Urbainculteurs, la serre communautaire Emily De Witt du Quartier nourricier dans Centre-Sud à Montréal, le projet Récolte des Générations à Dunham en sont quelques exemples.

Un développement qui va se poursuivre

Si depuis la fin du 19^e siècle le mouvement, de ce que nous nommons maintenant l'agriculture urbaine, a eu des vagues qui ont vu apparaître et disparaître en quelques années des potagers, ce que nous vivons depuis environ 50 ans n'est pas une vague qui se retirera.

Portée par l'économie circulaire, l'urbanisme alimentaire, l'agriculture urbaine s'insère maintenant dans la planification urbaine de nombreuses villes et municipalités québécoises. Longueuil, Gatineau, Brossard, Québec, Trois-Rivières, Victoriaville ont maintenant des plans d'agriculture urbaine. En outre,

de nombreux gouvernement, dont le Gouvernement du Québec ou le gouvernement français, ont ou développent des politiques en matière d'agriculture urbaine.

Avec une telle inclusion, l'agriculture urbaine ne pourra que transformer la ville de demain.

Laboratoire sur l'agriculture urbaine

Laboratoire sur l'agriculture urbaine (AU/LAB) est un espace de recherche, de formation, d'innovation et d'intervention sur les thèmes de l'agriculture urbaine, de l'alimentation et de l'urbanisme alimentaire. OBNL, AU/LAB assure l'émergence de propositions et d'initiatives permettant la transition écologique et la résilience des villes et municipalités. AU/LAB est mandataire du Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine du Québec (CRETAU). Le mandat du CRETAU est de documenter et accompagner le développement des fermes urbaines, tant au niveau des pratiques, des technologies (R&D) que des modèles économiques, tandis que AU/LAB s'intéresse à l'expérimentation et l'innovation sociale.



Les bons coups de Jean Garon



Le Soleil, Jean Voillères

La manifestation du Petit Colisée



Par Simon Bégin

Avril 1982. La colère gronde dans les campagnes du Québec: une crise qui n'en finit plus sévit dans le porc, les propriétaires de boisés de ferme n'arrivent plus à vendre leur bois et les nouvelles règles de l'environnement font mal.

À l'initiative de l'UPA et de la Coopérative Fédérée, les deux «sœurs ennemies» unies pour une fois, une grande manifestation s'organise: 8000 producteurs descendent à Québec pour brasser le gouvernement. Trois ministres sont convoqués au Petit Colisée et on leur promet un mauvais quart d'heure: Yves Duhaime, pour la forêt, Marcel Léger pour l'environnement et, bien sûr, le «gros morceau» Jean Garon à l'agriculture. Une marche sur l'Assemblée nationale doit suivre.

M. Garon est le seul à relever le défi et il le fera de façon de maître.

Le vrai enjeu: la stabilisation des intégrateurs

Il a très bien compris le véritable objectif de cette vaste mobilisation: que le régime de stabilisation des revenus pour les producteurs de porcs couvre les intégrateurs, ces entreprises, souvent des meuneries, qui paient des éleveurs pour engraisser, avec leur moulée, des bêtes qui leur appartiennent.

Or, le régime de stabilisation a été conçu pour protéger la ferme familiale indépendante avec un maximum de 6600 porcs assurables par année, pas les dizaines de milliers qu'un seul intégrateur peut posséder. Pour Jean Garon, il y va de la survie même du régime de stabilisation et, par ricochet, de celle de la ferme familiale indépendante, le modèle selon lui le mieux adapté à la réalité sociale, géographique et économique du Québec rural.

Mais pas question de tomber dans un guet-apens. La veille de la manifestation, il se rend visiter les lieux. Son plan est clair: il entre par l'arrière de la

salle, remonte toute l'allée centrale, comme à la grande messe, livre un message court et bien préparé puis s'éclipse tout de suite après par la sortie la plus proche. La photo ci-contre illustre la scène: on y voit un Jean Garon tout sourire traverser la salle, sous le regard plutôt sympathique des manifestants.

Les deux leaders de la manifestation, Paul-Émile Saint-Pierre, président de la Fédérée, et Jacques Proulx, président de l'UPA, tentent de chauffer la salle en énumérant tous les malheurs du monde rural, mais ils y parviennent plus ou moins. Surtout, ils ne mentionnent pas directement l'enjeu de la stabilisation des intégrateurs. M. Garon comprend qu'ils ne sont pas sûrs de leurs troupes.

Invité à parler, il lâche rapidement sa bombe: «Si j'ai bien compris ce que vos dirigeants me disent, vous souhaitez que nous assurions les producteurs intégrés au même titre que les producteurs indépendants. Pour cela, il va falloir que vous le disiez clairement lors des votes dans vos assemblées de syndicats locales, régionales et au congrès national de décembre». Il savait très bien que c'était une mission impossible.

Dans ses mémoires, il dira se souvenir avoir entendu quelqu'un derrière lui murmurer: «le ch...», il nous a eus». Mais, ce n'était que partie remise. Moins d'un an après le départ de M. Garon du ministère, le ministre libéral Michel Pagé a éliminé le plafond de 6600 porcs par année, ouvrant la porte de l'assurance stabilisation aux intégrateurs. Certains d'entre eux ont reçu depuis des dizaines de millions de dollars en compensation.

L'agriculture urbaine : un geste profondément politique

Le citoyen qui investit sa cour arrière pour créer un petit potager domestique ou qui cultive sa parcelle d'un jardin communautaire pose un geste profondément politique. Souvent de façon plus ou moins consciente, il se trouve à se réapproprier une partie de son alimentation plutôt que d'être un simple consommateur et, en même temps, à jouer un rôle actif dans l'amélioration de la qualité de vie de son quartier.



Par Simon Bégin

Lors d'un entretien avec l'Institut Jean-Garon, disponible sur GARON.TV, M. Jean-Philippe Verrette, directeur des Interventions et Politiques publiques au Laboratoire sur l'agriculture urbaine (AU/LAB), nous a expliqué cette vision de l'agriculture urbaine et où cette dernière se situe dans le paysage agricole et urbain du Québec. *(Pour connaître l'histoire et l'ampleur du phénomène, voir l'excellent portrait de l'AU par M. Éric Duchemin, président du Laboratoire, en page 3 et 4 de notre dossier).*

Par définition à la jonction de ces deux mondes, l'agriculture urbaine n'est pas facile à cerner en raison de la multiplicité de ses visages. Des serres commerciales sur toit du groupe montréalais Lufa, les premières et même les plus grosses au monde, au petit jardin de balcon avec ses trois plants de tomates et son pot de basilic, en passant par les jardins communautaires et les poulaillers en ville, elle est vraiment multidimensionnelle.

C'est sans doute pour cela que nos institutions ont eu et, pour certaines, ont encore du mal à l'appréhender. Si AU/LAB est né en 2008

dans les corridors de l'Université du Québec à Montréal, avant de devenir un OSBL autonome en 2015, les grandes facultés québécoises d'agronomie tardent à intégrer l'agriculture urbaine à leur cursus. Le premier plan d'action du gouvernement du Québec reconnaissant et soutenant l'agriculture urbaine remonte à 2018 et on attend avec impatience sa nouvelle mouture.

En fait, le niveau de gouvernement qui est le plus près de l'agriculture urbaine est... l'urbain. À commencer par Montréal, plusieurs villes québécoises se sont donné des politiques de soutien à l'agriculture urbaine en réponse, du moins à l'origine, à des mouvements de revendication de citoyens voulant occuper des espaces vacants pour planter leurs légumes. Les partenariats sont nombreux et féconds, ce qui, selon M. Verrette, n'enlève par le côté revendicateur du mouvement, comme l'a démontré le dossier des terres des Sœurs de la Charité à Québec.

Qu'en est-il maintenant de la place de l'agriculture urbaine au sein de nos grandes

organisations agricoles, à commencer par l'UPA? Selon M. Verrette, il y a encore plus de points d'interrogation que de réponses. Les petits volumes et les productions assez pointues en cause ne facilitent pas les choses. Où placer l'élevage d'insectes, la culture de champignons en appartement ou la production de verdurette pour un grand chef dans l'éventail des filières agricoles représentées par l'UPA?

Il n'en reste pas moins que près d'une centaine d'agriculteurs urbains répondent à la définition de producteur agricole au sens de la loi, c'est-à-dire générer un revenu brut de 5000\$ ou plus. Ces entreprises, car c'est de cela qu'il s'agit,

peinent à se faire entendre. Sans être personnellement friand des structures, M. Verrette d'exclut pas qu'elles aient un jour à se regrouper pour faire valoir leur spécificité et leurs besoins.

Mais là ne se situe pas l'essentiel de la relation entre l'agriculture urbaine et celle des régions. L'AU est en effet une fenêtre ouverte par laquelle le citoyen peut renouer avec la campagne en se mettant les deux mains dans la terre. L'agriculture a depuis longtemps été expulsée de la ville, à quelques exceptions près. Grâce à l'AU, elle y fait un retour remarqué pour le plus grand bien de notre santé, de notre environnement et de notre appétit.



Jean-Philippe Verrette, directeur des Interventions et Politiques publiques

Le Laboratoire sur l'agriculture urbaine en bref

Laboratoire sur l'agriculture urbaine (AU/LAB) est un espace de recherche, de formation, d'innovation et d'intervention sur les thèmes de l'agriculture urbaine, de l'alimentation et de l'urbanisme alimentaire. OBNL, AU/LAB assure l'émergence de propositions et d'initiatives permettant la transition écologique et la résilience des villes et municipalités. AU/LAB est mandataire du Carrefour de recherche, d'expertise et de transfert en agriculture urbaine du Québec (CRETAU). Le mandat du CRETAU est de documenter et accompagner le développement des fermes urbaines, tant au niveau des pratiques, des technologies (R&D) que des modèles économiques, tandis que AU/LAB s'intéresse à l'expérimentation et l'innovation sociale.

SUIVEZ CHAQUE LUNDI MIDI
sur GARON.TV ET LVATV.CA
la Quotidienne agricole et agroalimentaire
sur les nouveaux modèles agricoles

en direct!



Animée par
 Simon Bégin et
 Guy Debailleul

LVATV
 INSTITUT
 JEAN-GARON